



**Instruments  
internationaux relatifs  
aux droits de l'homme**

Distr.  
GENERALE

HRI/CORE/1/Add.76  
7 octobre 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

DOCUMENT DE BASE FAISANT PARTIE INTEGRANTE DES RAPPORTS  
DES ETATS PARTIES

FIDJI

[12 juin 1996]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. Territoire et population	1 - 8	2
II. Système politique et économique	9 - 14	3

## I. TERRITOIRE ET POPULATION

1. Fidji se trouve située au milieu de l'océan Pacifique, à égale distance de l'Equateur et du pôle Sud et entre 175° de longitude O et 175° de longitude E et 15 et 20° de latitude S. Bien que plus d'une centaine des 330 îles qui forment l'archipel soient habitées, l'essentiel de la population réside dans les deux plus grandes îles : Viti Levu, d'une superficie de 10 430 km<sup>2</sup>, et Vanua Levu, d'une superficie de 5 550 km<sup>2</sup>. Les deux villes de Fidji - Suva, la capitale, et Lautoka - sont toutes deux situées sur l'île de Viti Levu.

2. Les îles sont pour la plupart d'origine volcanique et le relief y est montagneux et accidenté. Les terres cultivables, qui représentent seulement 16 % du territoire, sont principalement situées le long des plaines côtières, dans les deltas et les vallées. Le climat de Fidji est un climat tropical maritime, avec des températures se situant en moyenne à 22 °C (72 °F) durant la saison fraîche (mai à octobre). Les cyclones tropicaux, fréquents dans cette région du centre du Pacifique, se produisent le plus souvent entre novembre et avril. Chaque décennie, 10 à 12 cyclones en moyenne frappent une partie ou une autre de l'archipel : deux ou trois d'entre eux sont de violentes tempêtes qui causent des dégâts considérables.

3. Fin 1994, Fidji comptait environ 783 550 habitants, soit 1,6 % de plus qu'en 1993. La croissance démographique a été freinée ces dernières années par une forte émigration, principalement de travailleurs qualifiés et de cadres accompagnés de leur famille. Cet exode des compétences a eu de nombreuses répercussions, en particulier sur le recrutement dans les établissements scolaires et médicaux, ainsi que, paradoxalement semble-t-il, sur la situation de l'emploi, car la perte de main-d'oeuvre qualifiée et expérimentée compromet la reprise économique.

4. La population de Fidji est principalement rurale : plus de 60 % des habitants résident dans des régions rurales. La population urbaine se concentre à Suva (71 000 habitants) et à Lautoka (28 730 habitants), les six autres centres urbains étant beaucoup plus restreints.

5. La population de l'archipel se compose d'un grand nombre de races. Autochtones, Indiens, Européens, Chinois, individus venus d'autres îles du Pacifique et Métis vivent en harmonie, tout en conservant leur culture et leur identité propres. Un peu plus de la moitié des habitants sont des autochtones, qui résident pour la plupart dans des villages ruraux : 83 % des terres, classés "terres indigènes" leur appartiennent. Environ 45 % de la population de Fidji est d'origine indienne. Il s'agit en majorité de descendants d'Indiens venus à Fidji il y a une centaine d'années pour travailler sous contrat dans les plantations de canne à sucre. Au fil des années, ils ont continué à travailler la terre, s'imposant dans l'agriculture et le commerce. Les 5 % restants de la population se composent de Chinois, d'Européens, de personnes originaires d'autres îles du Pacifique, ainsi que de Métis, dont le nombre croît rapidement.

6. La nationalité de Fidji s'acquiert par la naissance, la filiation, la naturalisation ou l'enregistrement, l'une des principales conditions à remplir pour être naturalisé étant d'obtenir l'autorisation du Premier Ministre. Le gouvernement accorde des permis aux personnes qui souhaitent venir à Fidji pour y résider, soit comme visiteurs pour moins de six mois,

soit comme travailleurs. Les personnes qui désirent investir dans l'archipel au moins 500 000 dollars de Fidji peuvent demander des permis de résidence spéciaux de trois ans.

7. Le christianisme constitue un aspect important de la vie à Fidji. Le christianisme est la religion de 53 % de la population. Les autres principales religions sont l'hindouisme (38 %), l'islam (8 %) et la religion sikh (0,7 %).

8. L'anglais est la langue véhiculaire et l'une des trois langues officielles. Les autres langues officielles, le fidjien et l'hindi, sont également largement parlées et enseignées dans les écoles dans le cadre du programme scolaire.

## II. SYSTEME POLITIQUE ET ECONOMIQUE

9. Fidji est un Etat démocratique souverain qui a un parlement à deux chambres, avec un Président, une Chambre des représentants élue et un Sénat dont les membres sont nommés. Ensemble, ces institutions exercent le pouvoir législatif. Ancienne colonie britannique, Fidji a accédé à l'indépendance en 1970 et est devenue une république en 1987 après deux coups d'Etat. A la suite de ces coups d'Etat, le pays a été dirigé pendant trois ans par un gouvernement provisoire, jusqu'à la tenue de la première élection générale, en mai 1992. Une deuxième élection générale a eu lieu 20 mois plus tard, à la suite du rejet du projet de budget par le Parlement. Un trait marquant de cette dernière élection a été la participation accrue des femmes : 12 femmes se trouvaient parmi les candidats, ce qui représente un record historique. Trois femmes ont été élues et une femme siège aujourd'hui au Conseil des ministres, à la tête du Ministère de la santé et de la protection sociale.

10. La Constitution de 1990 met l'accent sur les droits et les libertés fondamentales et est conforme à tous les principaux instruments des Nations Unies en ce qui concerne la représentation, les droits fonciers, les coutumes, les traditions et le patrimoine culturel. Tout en garantissant une protection spéciale et des privilèges aux autochtones, la Constitution ne prive pas les autres citoyens des droits et libertés que sont le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, la liberté d'expression, de réunion et d'association, ainsi que le droit à l'inviolabilité du domicile et d'autres biens. Toutefois, certaines dispositions de la Constitution de 1990 se sont avérées litigieuses, comme celles qui concernent la représentation des différentes communautés ethniques au Parlement. Les articles 77 et 161 de la Constitution de 1990 prévoient que celle-ci doit être révisée au bout de sept ans. Une commission de révision de la Constitution a donc été constituée. Elle est présidée par une personnalité éminente extérieure à Fidji (Sir Paul Reeves, Grand-croix de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, Grand-croix de l'Ordre royal de Victoria, Chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique (QSO), Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de la Nouvelle-Zélande). La commission prend actuellement connaissance des avis de toutes les personnes et organisations qui souhaitent présenter leurs vues. Elle soumettra son rapport d'ici le 30 juin 1996. Aux termes de son mandat, la commission est chargée de "revoir la Constitution en favorisant l'harmonie raciale et l'unité nationale ainsi que le progrès économique et social de toutes les communautés, compte tenu des principes et des normes internationalement reconnus concernant les droits des individus et des groupes".

11. L'économie de Fidji repose principalement sur le tourisme et le sucre. Ces deux industries ont rapporté au pays quelque 600 millions de dollars l'an dernier et ont employé plus de 80 000 personnes. Le gouvernement a fait certains progrès dans la diversification de l'économie. Le secteur forestier se développe avec la production de copeaux à pâte et de bois de sciage pour l'exportation, et ses recettes annuelles devraient dépasser les 100 millions de dollars d'ici à l'an 2000. Dans le secteur de la pêche, la production et les exportations ont également progressé au cours des quatre dernières années. Les industries manufacturières se sont développées particulièrement rapidement, avec en tête l'industrie du vêtement, et produisent à présent des biens de valeur comme le cuir et les meubles.

12. L'objectif de la politique économique du gouvernement est d'améliorer les conditions de vie de la population. Depuis 1987, le gouvernement a adopté de nouvelles politiques et stratégies destinées à accélérer la croissance essentiellement en développant les exportations. Les principales politiques suivies visent à :

a) Déréglementer l'économie pour laisser les forces du marché mondial fixer les prix et la production;

b) Réformer le système fiscal;

c) Maintenir une politique des salaires compétitive sur le plan international;

d) Encourager toutes les catégories de la population à participer à l'expansion économique, mais plus particulièrement accroître la participation des Fidjiens au commerce et à l'industrie; et

e) Réorienter les politiques sectorielles afin d'intensifier le développement des exportations.

13. En dépit de ces efforts, la croissance du PIB en termes réels a été lente ces dernières années. En termes nominaux, le PIB en dollars de Fidji s'est accru de 5 % en moyenne annuelle sur la période 1980-1988, mais en termes réels, il a baissé de 1 % en moyenne chaque année. A la suite des remous politiques de 1987 et de la dévaluation du dollar de Fidji la même année, les dépenses de l'Etat ont été sensiblement réduites, notamment les dépenses consacrées à l'éducation et aux services sociaux. Elles ont retrouvé leurs niveaux antérieurs à partir de 1990 et la croissance du PIB a quelque peu repris au cours des deux dernières années.

14. Si les perspectives économiques semblent s'améliorer, l'offre d'emploi augmente moins vite que la main-d'oeuvre potentielle. La répartition par âges de la population évolue sensiblement. Aujourd'hui, un peu plus d'un tiers (36 %) de la population est âgée de moins de 15 ans, et ce groupe d'âges est en diminution relative (même si, en chiffres absolus, il ne diminuera que légèrement). Une proportion croissante de la population fait partie du groupe d'âges économiquement actif, qui comprend les personnes âgées de 15 à 64 ans. Ainsi donc, au cours de la prochaine décennie, la demande en matière de scolarisation et pour d'autres services destinés aux enfants devrait se stabiliser tandis que le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi augmentera rapidement. A mesure que la population quitte la production de subsistance et que de plus en plus de jeunes font des études secondaires,

le nombre de demandeurs d'emploi gonfle. Les femmes constituent le groupe de demandeurs d'emploi qui croît le plus vite. Chaque année, environ 9 000 jeunes ayant terminé leurs études entrent sur le marché du travail. Seuls 2 000 d'entre eux trouvent un emploi rémunéré. Un certain nombre d'autres se retrouvent dans le tertiaire ou dans le secteur non structuré, mais beaucoup rejoignent la cohorte croissante des chômeurs. Le problème du chômage, l'inégalité croissante de la répartition du revenu et la difficulté, pour le gouvernement, de fournir des services sociaux dans un contexte de timide croissance économique, ont provoqué de très nombreuses discussions au sujet des moyens qui pourraient permettre d'accroître l'investissement et d'exploiter de nouvelles voies pour relancer la croissance.

-----